

LA COMMANDE PUBLIQUE : ETAT DES LIEUX

Juillet 2019

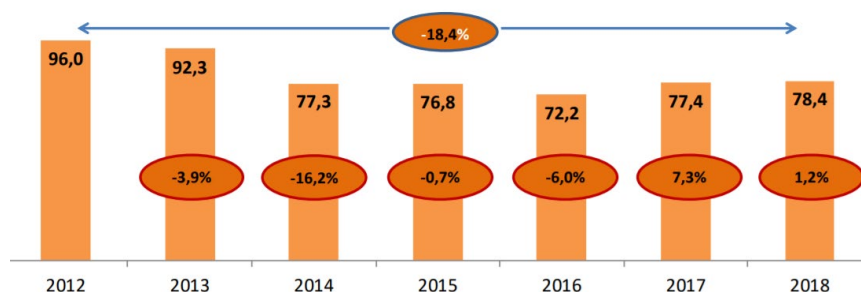
CONTEXTE

En quatre ans, de 2012 à 2016, le montant total de la commande publique a chuté de 24,8% passant de 96 Md€ à 72,2 Md€.

Selon les derniers résultats du Baromètre AdCF-CDC de la commande publique, on observe une reprise de celle-ci depuis le début de l'année 2017, mettant fin au déclin de la commande publique constaté depuis 2013. Fin 2018, le volume total d'achats publics réalisés s'élevait à 78,4 milliards d'euros, confirmant le regain de commandes publiques avec une évolution de 1,2% par rapport à 2017.

L'ÉVOLUTION GLOBALE DE LA COMMANDE PUBLIQUE DEPUIS 2012 : APRES 4 ANNEES DE BAISSSE CONTINUE, LA RELANCE AMORCE EN 2017 SE CONFIRME EN 2018

En 2016, la commande publique a connu une baisse d'un quart du volume financier qui avait été constaté en 2012, soit près de 24 Md€. L'année 2015 pouvait laisser penser à une stagnation voire un retournement de la tendance baissière, cette dernière n'a pas eu lieu et s'était poursuivie en 2016 dans des volumes non négligeables (-4,47 Md€ soit -5,8%). Il faudra attendre l'année 2017 pour enfin constater une reprise (+7,1%), confirmée en 2018, bien que stagnante (78,4 Md€ soit +1,2% par rapport à 2017), même si le niveau de la commande publique est toujours en baisse de 20% par rapport à 2012.

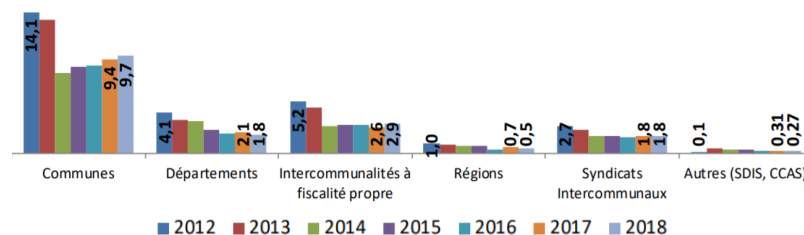


Graphique : volumes financiers (en Md€) de la commande publique / Source Baromètre AdCF-CDC

ÉVOLUTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE ENTRE 2012 ET 2018 PAR CATEGORIES D'ACHETEURS PUBLICS (EN MD€)

Les collectivités locales et leurs groupements ont fortement pesé sur la tendance baissière jusqu'en 2016 (entre 51% et près de 55% selon les années).

La reprise de la commande publique pour l'année 2017 et qui se poursuit en 2018 a pourtant été stimulée grâce aux communes, aux collectivités territoriales et leurs groupements, en représentant plus de la moitié de la hausse annuelle (58%), aux côtés de l'Etat et des opérateurs publics.



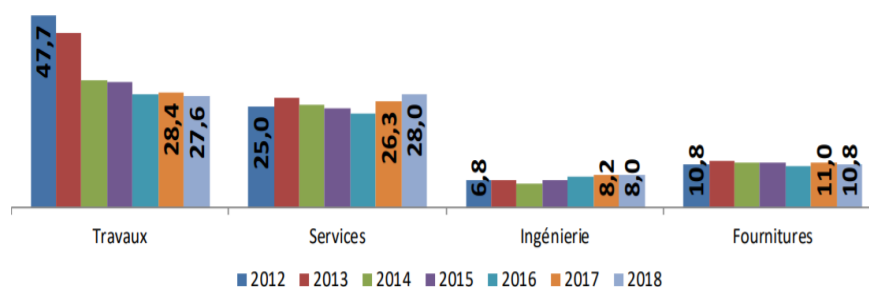
Graphique : évolution de la commande publique par catégories d'acheteurs publics (en Md€) / Source Baromètre AdCF-CDC

DECOMPOSITION DE LA COMMANDE PUBLIQUE ENTRE 2012 ET 2018 (EN Md€)

Entre 2012 et 2016, plus de 80% de la baisse de la commande publique s'explique par la chute des marchés de travaux (-19,37 Md€ sur -23,9 Md€). En 2017, ce sont les marchés de fournitures (+8), de services (+14%) et d'ingénierie (+8%) qui tirent la commande publique à la hausse. **Néanmoins, en 2018, seuls les services (comprenant notamment le sport, les loisirs et le tourisme) connaissent une hausse en termes de commande publique (+6%)**

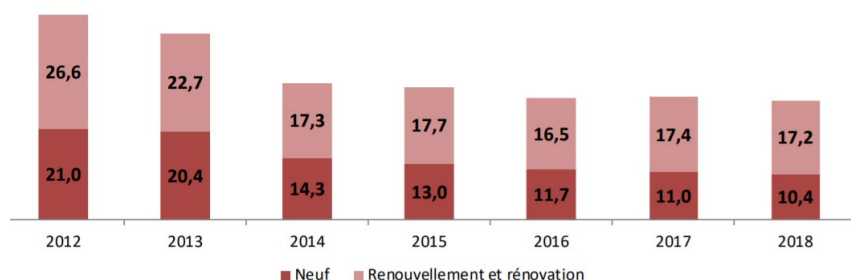
Graphique : nature de la commande publique entre 2012 et 2018 (en Md€)

Source Baromètre AdCF-CDC



La chute des marchés de travaux quant à elle semblait s'être enrayée en 2017 (+0,9%), avant de revenir à son niveau de 2016 (2,8% par rapport à 2017).

Graphique : variation annuelle de la commande publique dédiée aux marchés de travaux (en Md€)



On observe une reprise au sein des marchés de travaux de renouvellement et de rénovation, tous MOA confondus en 2017 (+5,6 %). Néanmoins, en 2018, les commandes publiques ont stagné par rapport à 2017, voire légèrement diminuées (-1.1%). **Concernant les travaux neufs le déclin de commandes se poursuit par rapport à 2017 (-5,5 %).**

CONFIRMER LA REPRISE EN FAVORISANT LES APPELS A PROJETS « AUTOPORTANTS FINANCIEREMENT »

L'Etat et les collectivités ont **un patrimoine important à rénover**¹ (plus de 370 millions de m²) et doivent également optimiser leur fonctionnement. Ils ont également une responsabilité d'exemplarité en matière de respect des objectifs fixés par la loi de transition énergétique dont l'objectif de réduire les émissions de GES de 40% d'ici 2030 a pris du retard.

Les appels à projets « autoportants financièrement », peuvent donc constituer, en mobilisant l'initiative et les capacités financières privées, une réponse aux besoins en matière d'investissements publics et constituer un levier important de relance et d'impulsion économique. Ces projets peuvent se concrétiser sous différentes formes (DSP, les appels à projets Energiebio, CSR, les projets sous forme de CREM ou de contrats de partenariat de performance énergétique...).

¹ Donnée issue de la Charte Plan bâtiment durable pour l'efficacité énergétique des bâtiments tertiaires publics et privés (31 octobre 2013).